

§ 2. L'avance visée au § 1^{er} devra être remboursée en quatre tranches annuelles et identiques à partir de la deuxième année qui suit celle du paiement.

Art. 2. L'avance récupérable ne peut être allouée que pour autant que :

1° il s'agit d'œufs présents dans l'exploitation ou dirigés par l'autorité de cette exploitation dans un lieu de stockage et originaires d'une exploitation visée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 juin 1999 relatif à la mise à mort d'animaux dans le cadre des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines;

soit

2° il s'agit d'œufs présents dans l'exploitation ou dirigés par l'autorité de cette exploitation dans un lieu de stockage et originaires d'une exploitation agricole sous saisie conservatoire, et dont la date de péremption est dépassée. Le dépassement de la date précitée doit avoir été officiellement constatée par un agent de l'autorité.

Le propriétaire de ces œufs doit introduire une demande de destruction à l'adresse suivante :

Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, WTC III, avenue Simon Bolivar 30, 1000 Bruxelles. Fax. : 02/208.35.65.

A l'attention du Dr. M. Vergeynst.

Art. 3. L'avance récupérable allouée, correspondant à 80 % du prix de revient, est calculée selon les modalités suivantes :

1° pour les œufs de consommation : 11 FB/kg;

2° pour les œufs à couvrir : 4 FB/pièce.

Toutefois, si le prix du marché est plus bas que les montants précités, le calcul de l'avance récupérable se fait sur base du prix du marché.

Art. 4. L'avance récupérable visée à l'article 1^{er} n'est allouée que pour autant que :

1° le transport des œufs ait été autorisé au préalable par les Services du Département de l'Agriculture et scellé par celui-ci;

2° la réception du transport scellé et la destruction des œufs à l'usine de destruction ou leur entreposage dans un frigo en vue de leur destruction ultérieure, en vue de leur incinération aient été attestés par un agent de l'autorité

Art. 5. Les coûts pour le transport, le stockage, la transformation et la destruction des produits animaux qui sont détruits en exécution des dispositions du présent arrêté sont à charge de l'autorité.

Art. 6. Le propriétaire perd tout droit à l'avance récupérable au cas où une ou plusieurs infractions aux dispositions prises en exécution de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime sont constatées.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse de produire ses effets le 15 août 1999.

Bruxelles, le 9 juillet 1999.

H. VAN ROMPUY

§ 2. Het voorschot bedoeld in § 1 zal in vier gelijke jaarlijkse schijven dienen te worden terugbetaald vanaf het tweede jaar volgend op dat van de uitbetaling.

Art. 2. Het terugvorderbaar voorschot mag toegekend worden voor zover :

1° het eieren betreft aanwezig op een bedrijf of vanaf het bedrijf door de overheid afgeleid naar een opslagplaats en afkomstig van een bedrijf bedoeld in artikel 2 van het ministerieel besluit van 18 juni 1999 betreffende de afmaking van dieren in het kader van de tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en besmetting;

of

2° het eieren betreft aanwezig op een bedrijf of vanaf het bedrijf door de overheid afgeleid naar een opslagplaats en afkomstig van een landbouwbedrijf onder bewarend beslag en waarbij de houdbaarheidsdatum werd overschreden. De overschrijding van deze datum dient officieel vastgesteld te zijn door een beambte.

De eigenaar van deze eieren moet een aanvraag tot vernietiging indienen op volgend adres :

Ministerie van Middenstand en Landbouw, WTC III, Simon Bolivarlaan 30, 1000 Brussel. Fax. : 02/208.35.65.

T.a.v. Dr. M. Vergeynst.

Art. 3. Het toegekend terugvorderbaar voorschot, dat overeenstemt met 80 % van de kostprijs, wordt berekend op basis van de volgende modaliteiten :

1° voor consumptie-eieren : 11 BF/kg

2° voor broedeieren : 4 BF/stuk.

Indien de marktprijs lager is dan de bovenvermelde bedragen dan gebeurt de berekening van het terugvorderbaar voorschot op basis van de marktprijs.

Art. 4. Het terugvorderbaar voorschot bedoeld in artikel 1 wordt slechts toegekend voor zover :

1° het vervoer van eieren vooraf toegelaten en verzegeld werd door de Diensten van het Departement van Landbouw;

2° de ontvangst van de verzegelde lading, en de vernietiging in het destructiebedrijf of de opslag in een koelhuis in afwachting van de vernietiging, met het oog op de verassing geattesteerd werden door een beambte.

Art. 5. De kosten voor het vervoer, de opslag, het verwerken en het vernietigen van de dierlijke producten die in toepassing van de bepalingen van dit besluit worden vernietigd vallen ten laste van de overheid.

Art. 6. De eigenaar verliest zijn recht op een terugvorderbaar voorschot wanneer één of meerdere inbreuken worden vastgesteld op de bepalingen genomen in uitvoering van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt en treedt buiten werking op 15 augustus 1999.

Brussel, 9 juli 1999.

H. VAN ROMPUY

F. 99 — 2311

[C - 99/16254]

9 JUILLET 1999. — Arrêté ministériel relatif à une avance récupérable aux producteurs dont les bovins font l'objet d'un ordre d'abattage dans le cadre de la contamination par des dioxines

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990, l'arrêté royal du 25 octobre 1995 et les lois des 5 février 1999;

N. 99 — 2311

[C - 99/16254]

9 JULI 1999. — Ministerieel besluit betreffende een terugvorderbaar voorschot aan de producenten waarvan de runderen het voorwerp van een afslachtingsbevel uitmaken in het kader van de dioxinebesmetting

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990, het koninklijk besluit van 25 oktober 1995 en de wetten van 5 februari 1999;

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, modifiée par la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1999 relatif à des mesures temporaires en matière de commerce de produits agricoles à la suite de la contamination par des dioxines, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juin 1999 portant des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines;

Vu l'arrêté ministériel du 18 juin 1999 relatif à la mise à mort d'animaux dans le cadre des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 juin 1999;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 30 juin 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures temporaires en matière de commerce de produits agricoles résulte de l'obligation d'assurer aux consommateurs une alimentation saine et d'assurer l'exécution des décisions prises par la Commission européenne suite à la contamination par des dioxines;

Considérant qu'il est nécessaire, pour accélérer l'élimination de la contamination par la dioxine, de prévoir les mesures adéquates en matière d'indemnisation des animaux détruits pour cause de contamination ou de suspicion de contamination,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Une avance récupérable sans intérêt est allouée à charge du Fonds budgétaire de la santé et de la qualité des animaux et des produits animaux au propriétaire des bovins mis à mort dans le cadre de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 juin 1999 relatif à la mise à mort d'animaux dans le cadre des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines.

§ 2. L'avance visée au § 1^{er} devra être remboursée en quatre tranches annuelles et identiques à partir de la deuxième année qui suit celle du paiement.

Art. 2. L'avance récupérable est établie sur base d'une expertise conformément à la procédure visée à l'article 20 de l'arrêté royal du 3 avril 1965 relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse. Le calcul du montant de l'avance récupérable qui est allouée se fait sur base de 80 % du prix de revient des animaux. Toutefois, si le prix du marché est plus bas que 80 % du prix de revient, le calcul de l'avance récupérable se fait sur base du prix du marché.

Art. 3. L'avance récupérable visée à l'article 1^{er} n'est allouée que pour autant que :

1° le transport des bovins vers le site de mise à mort ait été autorisé au préalable par les Services vétérinaires et scellé par celui-ci;

2° la réception du transport scellé, la mise à mort des bovins, et l'envoi des cadavres ou des parties de cadavres à l'usine de destruction ou dans un frigo en vue de leur destruction ultérieure, en vue de leur incinération aient été attestés par un agent de l'autorité.

Art. 4. Le propriétaire perd tout droit à l'avance récupérable au cas où une ou plusieurs infractions aux dispositions prises en exécution de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime sont constatées.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 1999.

H. VAN ROMPUY

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende tijdelijke maatregelen inzake de handel in landbouwproducten ingevolge de dioxinecontaminatie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 juni 1999 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en -besmetting;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 juni 1999 betreffende de afmaking van dieren in het kader van de tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en -besmetting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 juni 1999;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 30 juni 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld tijdelijke maatregelen te nemen inzake de handel in landbouwproducten voortvloeit uit de noodzaak om de verbruikers een gezonde voeding te verzekeren en om de uitvoering van de beslissingen van de Europese Commissie ten gevolge van dioxinebesmetting te verzekeren;

Overwegende dat het noodzakelijk is, om het wegwerken van de dioxinecontaminatie te bespoedigen, de geschikte maatregelen te voorzien betreffende de vergoeding van de dieren vernietigd wegens contaminatie of verdenking van contaminatie,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Een renteloos terugvorderbaar voorschot wordt toegekend, ten laste van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, aan de eigenaar van de runderen geslacht in het kader van artikel 2 van het ministerieel besluit van 18 juni 1999 betreffende de afmaking van dieren in het kader van de tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en -besmetting.

§ 2. Het voorschot bedoeld in § 1 zal in vier gelijke jaarlijkse schijven dienen te worden terugbetaald vanaf het tweede jaar volgend op dat van de uitbetaling.

Art. 2. Het terugvorderbaar voorschot wordt vastgesteld op basis van een schatting overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 20 van het koninklijk besluit van 30 april 1965 betreffende de bestrijding tegen tegen mond en klauwzeer. De berekening van het bedrag van het terugvorderbaar voorschot dat wordt toegekend gebeurt op basis van 80 % van de kostprijs van de dieren. Indien de marktprijs lager is dan 80 % van de kostprijs dan gebeurt de berekening van het terugvorderbaar voorschot op basis van de marktprijs.

Art. 3. Het terugvorderbaar voorschot bedoeld in artikel 1 wordt slechts toegekend voor zover :

1° het vervoer van runderen naar de plaats van het doden vooraf toegelaten en verzegeld werd door de Veterinaire Diensten;

2° de ontvangst van de verzegelde lading, het doden van runderen en het verzenden van de krengen of delen van krengen naar het destructiebedrijf of naar een koelhuis in afwachting van de vernietiging, met het oog op de verassing geattesteerd werden door een beampte.

Art. 4. De eigenaar verliest zijn recht op een terugvorderbaar voorschot wanneer één of meerdere inbreuken worden vastgesteld op de bepalingen genomen in uitvoering van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Brussel, 9 juli 1999.

H. VAN ROMPUY